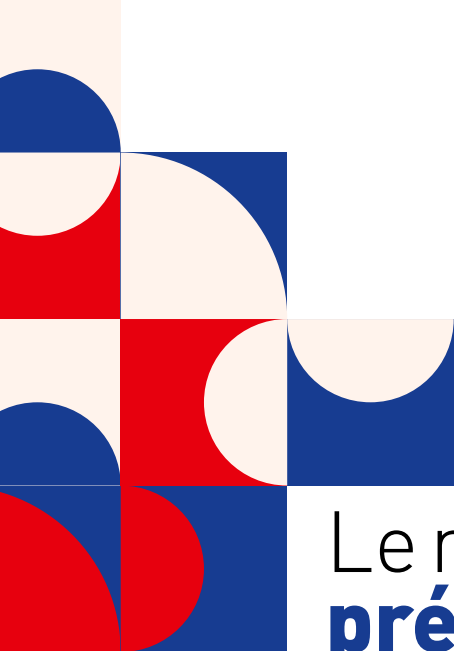




SOMMAIRE

- Le mot du président-fondateur d'ELCS
- ELCS en bref
- Notre quotidien avec vous
 - La mission générale d'ELCS
 - Au cœur des collectivités
 - Une association à votre écoute
 - Mieux vous informer
 - Lancement du Guide API
 - Label « Collectivité engagée contre le sida »
 - XXX^e États Généraux
 - Portraits de vi(h)es
 - L'espoir d'une France sans Sida
- Nos combats
 - Marches des Fiertés
 - Journée Mondiale de lutte contre le sida
 - Chemsex
- Revue de presse
- Notre gouvernance
- Le financement d'ELCS



Le mot du président



L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de l'engagement constant des Élus Locaux Contre le Sida (ELCS) dans la lutte contre le VIH/sida. Trente ans après la création de l'association en 1995, cette année constitue une étape majeure et symbolique pour notre réseau d'élus, de collectivités et de partenaires mobilisés sur l'ensemble du territoire.

Elle s'est également déroulée dans un contexte particulier, à la veille des élections municipales, invitant l'ensemble des candidates et candidats à s'interroger sur leur engagement : serez-vous le ou la maire d'une ville sans transmission du VIH d'ici 2030 ?

Dans ce contexte, face à des enjeux toujours présents, l'action d' ELCS s'est poursuivie avec détermination autour de priorités fortes : le renforcement du dépistage, l'accès universel à la prévention, notamment à la PrEP, la réduction des inégalités territoriales de santé et la lutte contre les discriminations. La question du chemsex est également restée au cœur de notre plaidoyer, en tant qu'enjeu de santé publique nécessitant des réponses coordonnées et durables.

Parallèlement, les **XXX^e États Généraux**, États généraux, organisés à l'Hôtel de Ville de Paris, ont constitué l'un des temps forts de l'année 2025. Ils ont permis de réunir élus, associations, professionnels de santé et experts afin de dresser un état des lieux partagé des politiques publiques de lutte contre le VIH et de formuler des propositions ambitieuses à destination des décideurs publics, dans la perspective de l'objectif d'une France sans sida à l'horizon 2030.

En outre, l'année 2025 a également été marquée par la poursuite du label « Ville engagée contre le sida ». À travers plusieurs cérémonies organisées sur l'ensemble du territoire, les collectivités locales ont réaffirmé leur rôle essentiel dans la prévention, la sensibilisation et l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH, renforçant ainsi l'ancrage local de notre action.

Enfin, dans le cadre du trentième anniversaire de l'association, l'année 2025 a vu la publication de l'ouvrage *L'espoir d'une France sans sida*. Pensé comme un manifeste de mobilisation et de sensibilisation, ce livre donne la parole à des acteurs issus d'horizons divers et propose un regard intergénérationnel sur trente années de lutte contre le VIH/sida. Une exposition itinérante, inaugurée lors de nos États généraux, est venue prolonger cette publication et renforcer la sensibilisation du grand public.

Ainsi, ce rapport d'activité témoigne d'une année dense, marquée par l'engagement et la mobilisation collective. Il reflète une conviction forte : la fin du sida est possible, à condition de maintenir une volonté politique constante et une mobilisation durable de l'ensemble des acteurs.

Jean-Luc ROMERO-MICHEL

ELCS

en bref

Partant de l'idée simple que le VIH/sida n'est ni de droite, ni du centre, ni de gauche, l'association Elus locaux contre le sida (ELCS) a été créée en 1995 par Jean-Luc ROMERO-MICHEL. ELCS est une **association indépendante et non partisane politiquement**, avec un bureau d'élus de toutes tendances politiques. Se rassembler pour des grandes causes, c'est important en démocratie.

UNE ASSOCIATION UTILE

La finalité de l'association Elus locaux contre le sida (ELCS), est de rappeler au demi-million d'élus locaux et nationaux qu'ils ont le devoir de se mobiliser et qu'ils peuvent aussi être les militants de l'action contre le sida, à un moment où l'on assiste à une démobilisation importante des Français et donc des élus dans la lutte contre le sida.

Nos actions sont aussi à destination des patients, professionnels de santé et associations.

UN COMBAT TOUJOURS POLITIQUE

Depuis notre création, plus de 17 000 élus ont signé le manifeste d'ELCS qui crée une obligation morale et de résultat, les engageant à se mobiliser pour la prévention du sida, l'information, l'éducation, ainsi que pour la solidarité en direction des personnes séropositives.

Chaque année, en vue de préparer les états généraux, des réunions régionales et départementales sont organisées, afin de rencontrer les acteurs de la lutte contre le sida, du monde politique, associatif et médical.

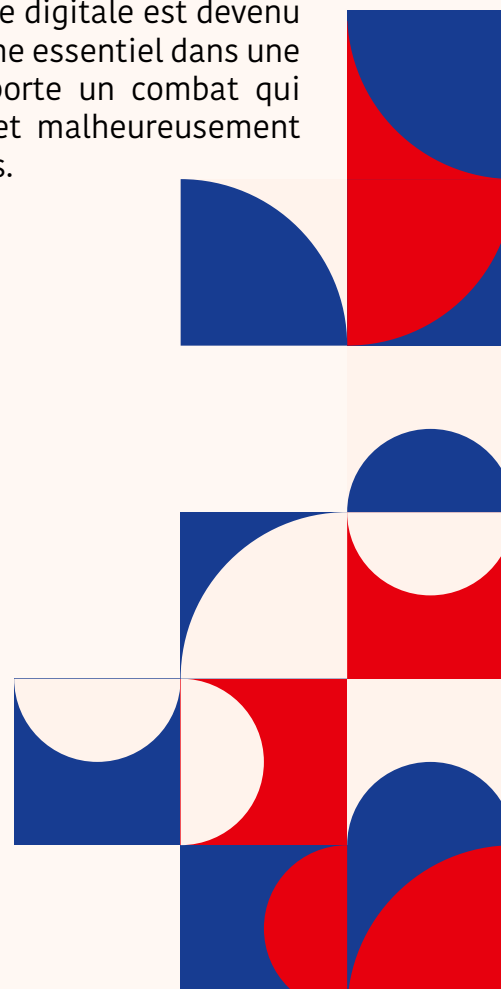
AU CŒUR DE LA VILLE

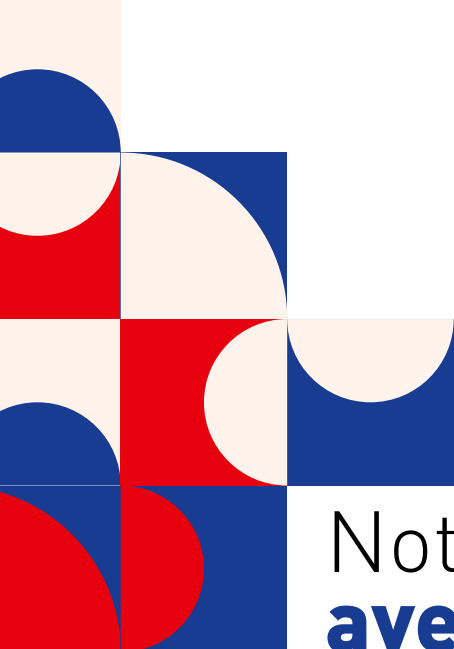
Au cours de ces réunions, qui sont les plus importantes manifestations d'élus français contre le sida organisées depuis la découverte du virus, les intervenants font le point sur l'épidémie du sida dans chacun des départements visités et sur les actions développées par les collectivités locales et les associations dans ce domaine.

Depuis la création d'ELCS, ces tables rondes régionales ont permis de préparer 30 états généraux qui se sont déroulés successivement et par alternance au Sénat, à l'Assemblée nationale, au Conseil régional d'Île-de-France et à l'Hôtel de ville de Paris.

UNE PRESENCE DIGITALE FORTE

Avoir une présence digitale est devenu primordial et même essentiel dans une association qui porte un combat qui touche toujours et malheureusement plus de personnes.





Notre quotidien **avec nous**

A ELCS, ce que nous voulons, ce que nous appelons de nos vœux, ce pour quoi nous agissons au quotidien, c'est une politique de lutte contre le VIH/sida solidaire et humaine, une politique ambitieuse de prévention, d'information et d'aide aux personnes touchées ; une politique pragmatique qui a conscience des enjeux, une politique respectueuse des personnes qui luttent de manière engagée, non pas contre les malades, mais bel et bien contre la maladie.

Cette vision du politique est au cœur de notre travail au quotidien auprès des élus. Cette vision, nous nous l'imposons bien sûr également : la gouvernance d'ELCS est strictement équilibrée politiquement ; ce qui est notre raison d'être, notre légitimité autant que notre force et comporte en son sein seulement et simplement des élus et des personnalités qui pensent que, oui, le sida se soigne aussi par la politique !

LA MISSION GÉNÉRALE D'ELCS :

La mobilisation des élus mais aussi des associations, des patients, des entreprises et des professionnels de santé

Depuis la création de l'association, ELCS s'est donnée pour mission première de faire un bruit de fond permanent auprès des élus sur les thématiques de la lutte contre le VIH/sida, de la réduction des risques auprès des usagers de drogues et des hépatites virales. ELCS a choisi de porter son action sur les élus locaux. Pourquoi ? Tout simplement parce que

l'échelon local est particulièrement légitime et pertinent. Un élu local, parce qu'il est au contact au quotidien de la population, parce qu'il est en première ligne, parce qu'il a une vraie capacité d'écoute, a une véritable légitimité à intervenir sur ces thématiques. Qui de mieux qu'un maire, élu de terrain, peut véhiculer des messages volontaristes de prévention, d'éducation et de tolérance dans le respect et en conformité avec les valeurs gravées aux frontons des mairies : « Liberté, Egalité et Fraternité » ?

AU CŒUR DES COLLECTIVITÉS

Les tables rondes régionales sur le VIH/sida, les hépatites virales, la réduction des risques et les discriminations.

Ces réunions ont deux buts essentiels :

- expliquer aux élus locaux que la politique de lutte contre le sida ne doit pas être de la seule responsabilité de l'Etat et leur montrer les différentes possibilités d'actions : l'information des citoyens par la mise en place de campagnes ciblées, l'engagement dans la prévention par la mise à disposition gratuite de préservatifs et dans le dépistage avec la distribution d'autotests, la lutte contre la précarité en soutenant l'ouverture d'appartements de coordination thérapeutique, l'aide aux pays du sud en décidant le jumelage de sa collectivité avec une commune d'un pays particulièrement touché par le VIH/sida...

- faire se rencontrer les élus et les associations et ainsi « démêler » des situations de blocage et/ou sur divers projets.

En 2025, nous avons pu organiser plusieurs tables rondes réunissant les élu.es de plusieurs dizaines de villes de France.

UNE ASSOCIATION À VOTRE ÉCOUTE

Aide individuelle et citoyenne

Ce n'est pas la mission prioritaire de l'association ELCS, mais en raison de très fortes demandes, ELCS a mis en place une permanence d'aide aux personnes malades, victimes de discriminations ou simplement, un besoin d'accompagnement pour un proche. Les thématiques traitées sont principalement relatives aux questions de logement, de travail et d'accès aux soins.

En 2025, c'est une dizaine de dossiers individuels qui ont été gérés par l'association, sans moyens dédiés.

MIEUX VOUS INFORMER

Lancement du guide API 2025-2026 et célébration des 30 ans d'ELCS

Comme chaque année, ELCS publie, en plus des actes des états généraux de l'année précédente, le guide API 2025-2026 (API pour Action, Prévention, Information), à destination des élus, militants, professionnels de santé avec pour objectifs de diffuser l'information globale sur les questions VIH/sida, réduction des risques et discriminations mais aussi, d'apporter des éléments de compréhension sur les défis actuels de la lutte (dépistage, traitement comme outil de prévention, etc.).

Le 12 juin 2025 fut particulier car il marquait non seulement le lancement du guide API à la mairie du 20^e arrondissement de Paris, en présence d'Éric Pliez, maire du 20^e, mais aussi la célébration des 30 ans d'Élus Locaux Contre le Sida.

En effet, cet anniversaire a constitué un moment fort de mobilisation, réunissant élus locaux, personnalités politiques, médiatiques et artistiques, décideurs de santé et acteurs associatifs. Aux côtés de Sheila, marraine historique de l'association, cette soirée a permis de rappeler l'importance du rôle des élus dans la réponse à l'épidémie.



Sylvie Carillon, Brigitte Liso, Eric Pliez
et Jean Luc Romeo Michel



Habiba Bigdade, Eric Pliez, Sheila, Jean Luc Romero, Catherine Vautrin, et Brigitte Liso



Catherine Vautrin, Sheila et Jean Luc Romero Michel

La présence de la ministre de la santé Catherine Vautrin a témoigné du soutien de l'État à la poursuite de ce combat, tandis qu'Alex Goude a animé la soirée avec dynamisme et convivialité.

Ce temps fort a également permis de réaffirmer un objectif partagé : mettre fin à la transmission du VIH d'ici 2030. ELCS a renouvelé à cette occasion son engagement

à prendre pleinement sa part dans cet effort collectif, fidèle à sa mission de défense de la santé publique et de lutte contre les discriminations.

Le guide API est diffusé en édition papier et en version numérique, afin de garantir une accessibilité maximale et de soutenir l'action des territoires dans la lutte contre le VIH.

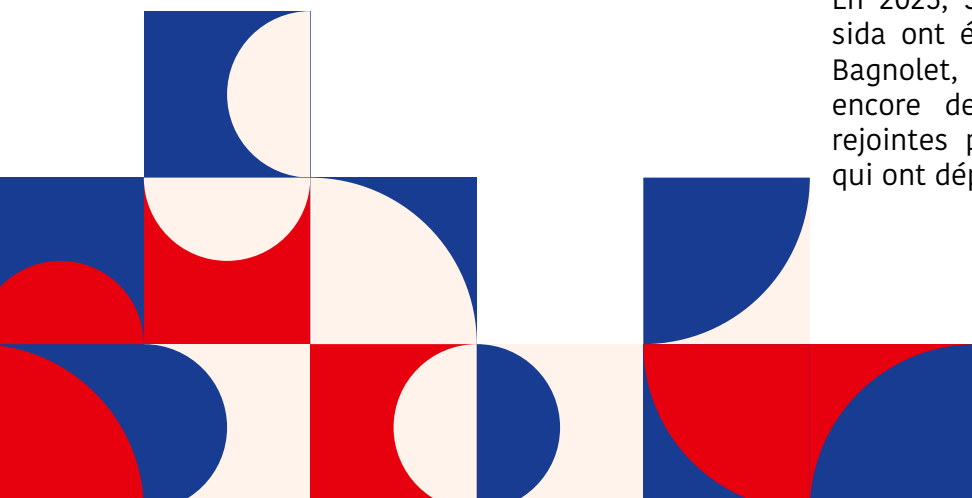


Initialement baptisé « Ville engagée contre le sida », le label est décerné par l'association Élus Locaux Contre Le Sida aux collectivités investies dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida, selon plusieurs critères liés à l'action de la ville sur cette thématique, tant en matière de prévention et d'information que de soutien aux personnes et aux acteurs

associatifs. Aujourd'hui, notre combat inclue toujours plus de départements et de régions. Il était alors naturel de passer à une autre échelle et de créer notre label : « Collectivité engagée contre le sida » pour les régions, départements et EPCI. Les communes, elles, sont toujours labellisées par « Ville engagée contre le sida ».

Le label est décerné traditionnellement pour un mandat. Toutes les collectivités doivent donc candidater à une nouvelle attribution, même si l'équipe municipale reste dirigée par la ou le même maire.

En 2025, 5 collectivités engagées contre le sida ont été labellisées : Nanterre, Cannes, Bagnole, Rouen, Angers. Nous recevons encore des candidatures. Celles-ci seront rejointes prochainement par d'autres villes qui ont déposé leur candidature.





Du label « Ville engagée contre le sida » au label « Collectivité engagée contre le sida »

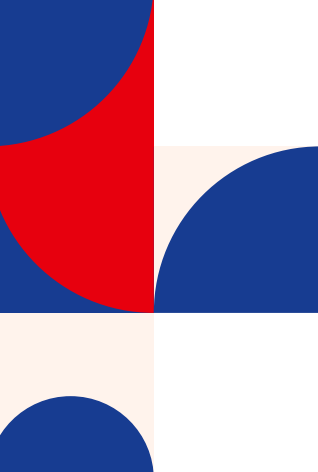
LISTE DES COLLECTIVITÉS ENGAGÉES CONTRE LE SIDA :

Mandat 2020-2026

- Brest (29)
- Paris Centre (75)
- Carrières-sous-Poissy (78)
- Le Havre (76)
- Limoges (87)
- Lyon (69)
- Nice (06)
- Villeneuve-Loubet (06)
- Livry-Gargan (93)
- Puteaux (92)
- Saint-Etienne (42)
- Nancy (54)
- Marseille (13)
- Lille (59)
- Strasbourg (67)
- Charly (69)
- Coubron (93)
- Grenoble (38)
- Clermont-Ferrand (63)
- Chilly-Mazarin (91)
- Toulouse (31)
- Bordeaux (33)
- Toulouse (31)
- Dijon (21)
- Nanterre (92)
- Cannes (06)
- Bagnolet (93)
- Rouen (76)
- Angers (49)

Et d'autres collectivités à venir...

acceptation votée le 26 novembre 2020
 acceptation votée le 14 novembre 2020
 acceptation votée le 23 novembre 2020
 acceptation votée le 24 février 2021
 reconduction votée le 24 février 2021
 reconduction votée le 24 février 2021
 reconduction votée le 24 février 2021
 reconduction votée le 24 février 2021
 reconduction votée le 21 septembre 2021
 reconduction votée le 21 septembre 2021
 reconduction votée le 21 septembre 2021
 acceptation votée le 21 septembre 2021
 reconduction votée le 15 novembre 2021
 acceptation votée le 24 novembre 2021
 reconduction votée le 23 décembre 2021
 acceptation votée le 23 décembre 2021
 Reconduction votée le 2 février 2022
 Reconduction votée le 25 mai 2022
 acceptation votée le 1er décembre 2022
 acceptation votée le 16 mai 2023
 reconduction votée le 16 mai 2023
 acceptation votée le 18 septembre 2024
 acceptation votée le 15 octobre 2024
 acceptation votée le 02 décembre 2024
 acceptation votée le 03 février 2025
 acceptation votée le 03 mars 2025
 acceptation votée le 05 mai 2025
 acceptation votée le 23 juin 2025
 acceptation votée le 12 décembre 2025



Mandat 2014-2020

- Puteaux (92)
- Annecy (74)
- Toulouse (31)
- Strasbourg (67)
- Lyon (69)
- Montpellier (34)
- Paris (75)
- Villeneuve-Loubet (06)
- Livry-Gargan (93)
- Le Kremlin-Bicêtre (94)
- Grenoble (38)
- Limoges (87)
- Paris 3e (75)
- Nice (06)
- Marseille (13)
- Le Mans (72)
- Saint-Etienne (42)
- Paris 4e (75)
- Angoulême (16)
- Coubron (93)
- Créteil (94)

reconduction votée le 8 septembre 2014
reconduction votée le 8 septembre 2014
acceptation votée le 8 septembre 2014
acceptation votée le 27 avril 2015
acceptation votée le 14 septembre 2015
reconduction votée le 1er juin 2016
acceptation votée le 1er juin 2016
acceptation votée le 1er juin 2016
acceptation votée en septembre 2016
acceptation votée en février 2017
acceptation votée en septembre 2017
acceptation votée le 2 novembre 2017
acceptation votée le 20 décembre 2017
acceptation votée le 12 février 2018
acceptation votée en mars 2018
acceptation votée le 13 novembre 2018
acceptation votée le 5 février 2019
acceptation votée en mai 2019
acceptation votée en août 2019
acceptation votée en septembre 2019
acceptation votée en septembre 2019

*Depuis 2019, l'association ouvre son réseau aux régions et crée le label
« Région engagée contre le sida »*

- Région Hauts-de-France – acceptation votée en septembre 2019
- Région Ile-de-France – acceptation votée en novembre 2019 - reconduction en novembre 2022

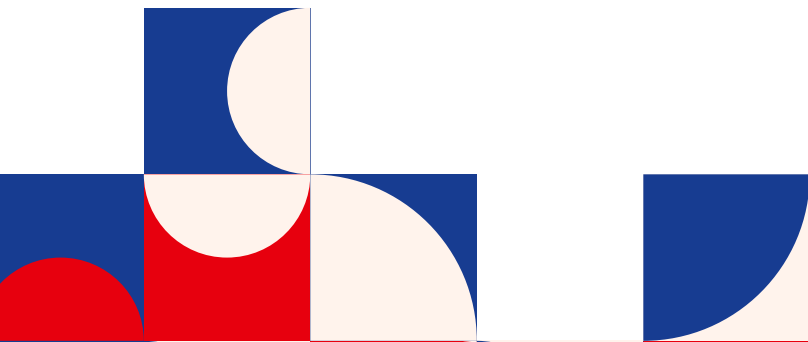
Mandat : 2008 - 2014

- Carrières-sous-Poissy (78)
- Puteaux (92)
- Aubervilliers (93)
- Annecy (74)
- Montpellier (34)

Inaugurée en décembre 2011
votée par le bureau en janvier 2012
votée par le bureau en janvier 2013
votée par le bureau en juin 2013
votée par le bureau en juin 2013

LES INAUGURATIONS 2025 DU LABEL « COLLECTIVITÉ ENGAGÉE CONTRE LE SIDA »

Plusieurs cérémonies de remise du label ont été organisées en 2025. Il s'agit d'un moment fort de la vie de notre association car ces événements associent, non seulement, des élus de la collectivité labélisée mais aussi souvent des élus de l'intercommunalité et de la région ; accroissant, ainsi, la visibilité de notre combat et permettant, de cette façon, de sensibiliser encore plus d'élus aux défis posés par le VIH/sida.



Quelques remises de label organisées en 2025



Bagnolet (93) | Centre Municipal de Santé (CMS) de Bagnolet



Cannes (06) | Mairie de Cannes



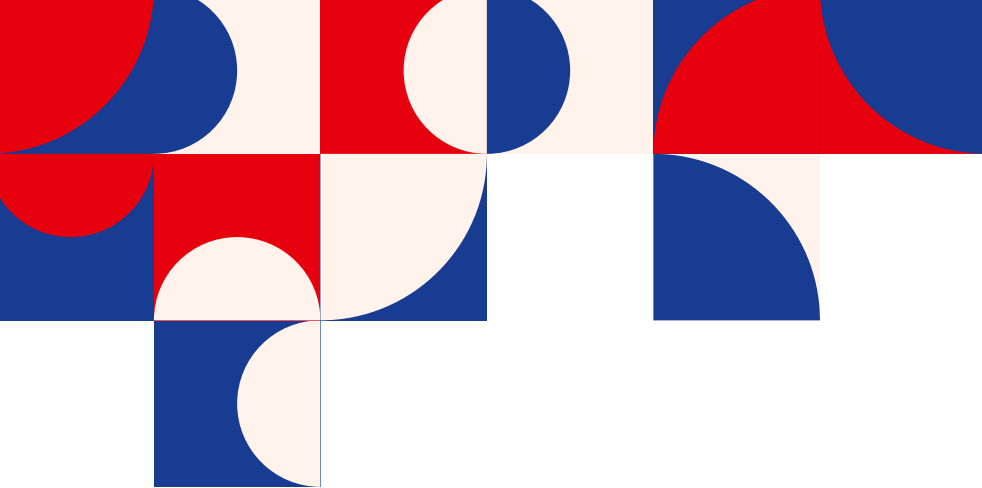
Nanterre (92) | Mairie de Nanterre



Rouen (76) | Mairie de Rouen



Angers (49) | Mairie d'Angers



XXX^E ÉTATS GÉNÉRAUX

Cette année, les 30^e états généraux des élus Locaux Contre le Sida (ELCS) se sont tenus le lundi 24 novembre 2025 à l'Hotel de Ville de Paris, marquant un moment clé pour les acteurs de la lutte contre le sida. Cet évènement a permis de rassembler élu.es, associations, et experts, renforçant ainsi la dynamique collective à quelques jours de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

L'ouverture a été honorée par les interventions de Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Président d'Élus Locaux Contre le Sida, Anne HIDALGO, Maire de Paris, Sylvie CARILLON, Présidente du CRIPS Ile-de-France et Maire de Montgeron, Pouria AMIRSHAHI, Député de Paris et co-président du groupe d'études sur le SIDA. Ces interventions ont rappelé l'importance de maintenir une mobilisation politique forte face à l'épidémie.

FOCUS ET DÉBATS MAJEURS

Point épidémiologique : Docteure Victoria MANDA, Infectiologue à Saint-Louis et présidente du COREVIH Île-de-France Sud, a présenté un état des lieux précis sur la situation épidémiologique du VIH en France.

Table ronde : Dédiée au rôle des villes dans la lutte contre le Sida, les intervenants soulignée le rôle crucial des collectivités, avec des contributions de Joëlle CECCALDI-REYNAUD, Emmanuelle PIERRE-MARIE, Eddie AIT, Sylvie CARILLON

Court-métrage : proposition d'un court-métrage " Aimer sans guérir ", de Lucas Lamolie et Jennifer Guedes Fonseca.

L'évènement s'est conclu par des allocutions de Jean-Luc Romero-Michel, Président-fondateur d'ELCS et de Anne-Claire AMPROU, Ambassadrice de France pour la santé mondial

Cet événement, sous le haut patronage du Président de la République, a une nouvelle fois démontré que la lutte contre le sida est à la croisée des chemins entre volonté politique et engagement communautaire. Ensemble, ces acteurs s'efforcent de bâtir un avenir sans VIH.

PROGRAMME DÉTAILLÉ DES XXX^e ETATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

OUVERTURE

- **Jean-Luc ROMERO-MICHEL**, Président d'Élus Locaux Contre le Sida
- **Anne HIDALGO**, Maire de Paris
- **Sylvie CARILLON**, Présidente du CRIPS Ile-de-France, maire de Montgeron
- **Pouria AMIRSHAHI**, Député, co-président du groupe d'études sur le SIDA

POINT ÉPIDÉMIOLOGIQUE

- **Docteure Victoria MANDA**, Infectiologue à Saint-Louis et présidente du COREVIH Île-de-France Sud

TABLE RONDE :

Le rôle des villes dans la lutte contre le Sida

INTERVENTION

- **Joëlle CECCALDI-REYNAUD**, Maire du Puteaux
- **Emmanuelle PIERRE-MARIE**, Maire du 12^e arrondissement de Paris
- **Eddie AIT**, Maire de Carrières-sous-Poissy
- **Sylvie CARILLON**, Présidente du CRIPS Ile-de-France, Maire de Montgeron

COURT-MÉTRAGE

Aimer sans guérir de Lucas Lamolie et Jennifer Guedes Fonseca.

- **Thibault Derbré**, président du Centre LGBTQI+ Paris Île-de-France +
- **Lucas LAMOLIE**, réalisateur et producteur

CLÔTURE

- **Jean-Luc ROMERO-MICHEL**, Président d'Élus Locaux Contre le Sida
- **Anne-Claire AMPROU**, Ambassadrice de France pour la santé mondial
- **Élisabeth MORENO**, Ancienne Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances



MODÉRATION



Christophe MARTET, Président de Vers Paris Sans Sida

OUVERTURE DES 30^E ÉTATS GÉNÉRAUX



Jean Luc ROMERO, Président d'Elus locaux contre le Sida

“Je rappelle que les élus locaux ont un rôle essentiel dans la lutte contre le VIH, un rôle que beaucoup ont longtemps sous-estimé. Depuis vingt ans, nous avons démontré que l'action locale peut changer la donne, notamment grâce à l'Appel de Paris. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que la fin de la transmission du VIH est un objectif réaliste. Les prochaines élections municipales doivent intégrer cette ambition, car les maires élus en 2026 seront en fonction en 2030. Je veux aussi rappeler que les discriminations restent fortes et qu'il faut continuer à les combattre sans relâche. Les associations ont besoin d'un soutien politique clair et durable. Nous devons rester vigilants face aux menaces qui pèsent sur les financements internationaux. Notre responsabilité collective est immense, mais notre détermination l'est tout autant.”



Anne HIDALGO, Maire de Paris

“Je porte ce combat depuis mes débuts, marquée par une génération qui a vu des amis mourir dans la solitude et la discrimination. L’objectif 95-95-95 est désormais à portée de main, mais il exige une mobilisation constante. Les villes sont en première ligne, car c’est auprès des personnes les plus vulnérables que nous pouvons agir avec le plus d’efficacité. À Paris, nous avons prouvé qu’une alliance entre institutions, associations et scientifiques peut faire reculer la transmission. Nos acquis restent fragiles et peuvent être effacés très rapidement si la vigilance politique faiblit. Les municipales de 2026 doivent intégrer pleinement la lutte contre le VIH. Les effets d’annonce ne remplaceront jamais un engagement réel. Nous devons protéger ce que nous avons construit et poursuivre le chemin vers une ville sans transmission du VIH.”

Sylvie CARILLON, Présidente du CRIPS Île-de-France, Maire de Montgeron

La lutte contre le VIH progresse, mais le chantier reste immense, notamment en Île-de-France où se concentrent 40 % des nouvelles découvertes de séropositivité. Nous avons investi massivement dans la prévention, le dépistage et l’accompagnement, mais les idées fausses persistent, surtout chez les jeunes. Il est alarmant de constater que beaucoup pensent encore que le VIH peut se transmettre par un baiser. Le CRIPS intensifie donc ses interventions dans les lycées et auprès des publics les plus éloignés du soin. La sérophobie demeure un frein majeur, et nous devons marteler le message indétectable = intransmissible. Les collectivités locales ont un rôle déterminant à jouer et nous serons à leurs côtés pour les accompagner. Les menaces sur le Fonds mondial doivent nous alerter : nous ne pouvons pas laisser s’effondrer vingt ans de progrès. La fin de l’épidémie est possible si nous restons unis et déterminés.





Pouria AMIRSHAHI, Député de Paris, co-président du groupe d'études sur le SIDA

Je veux rappeler ce que nous devons aux générations militantes qui ont ouvert la voie, notamment Act-Up et AIDES. Leur combat a façonné des avancées majeures pour les personnes vivant avec le VIH et pour toutes les populations discriminées. Aujourd'hui, la situation épidémiologique reste préoccupante, avec des diagnostics trop tardifs et une précarisation croissante des personnes séropositives. Nous devons renforcer les politiques de prévention et d'accès aux traitements. Le désengagement brutal des États-Unis du Fonds mondial est une menace grave pour la santé mondiale. La France doit tenir un discours fort et entraîner d'autres pays dans la solidarité internationale. Nous interpellons l'exécutif pour qu'il prenne ses responsabilités. Ce combat est un combat pour l'égalité et pour la dignité humaine.

POINT ÉPIDÉMIOLOGIQUE



Dre. Victoria MANDA, Infectiologue à Saint-Louis et présidente du COREVIH île-de-France Sud

“La situation mondiale montre des progrès, mais aussi des zones où l'épidémie repart fortement. En France, nous observons une stagnation des nouveaux diagnostics et un diagnostic encore trop tardif pour de nombreuses personnes. La prévention combinée reste notre meilleur outil : dépistage, PrEP, TPE, préservatif et accès rapide au traitement. La PrEP est une révolution, mais elle reste trop concentrée sur certains publics. Les innovations thérapeutiques, notamment les injectables longue durée, ouvrent des perspectives majeures. Nous devons adapter nos organisations pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Les populations les plus vulnérables doivent être au cœur de nos stratégies. L'épidémie n'est pas contrôlée et nous devons poursuivre nos efforts sans relâche.”

LE RÔLE DES VILLES DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA



Joëlle CECCALDI-REYNAUD, Maire du Puteaux

“À Puteaux, nous mobilisons les élus et les habitants chaque 1er décembre pour rappeler l’importance de la prévention. Notre centre médico-social distribue des préservatifs et renforce ses actions de sensibilisation. Même dans une ville moins touchée, des personnes vivent encore leur séropositivité dans la discrétion, ce qui montre que le combat continue. Les données présentées aujourd’hui nous encouragent à aller plus loin. Je veux mieux faire connaître la PrEP et son efficacité. Ce sujet restera présent dans nos travaux municipaux.”

Emmanuelle PIERRE-MARIE , Maire du 12e arrondissement de Paris

“Dans le 12e arrondissement, la lutte contre le VIH passe par la lutte contre les discriminations. Nous intervenons dans les écoles, les crèches et les commerces pour parler de consentement, de corps et de sexualité. Le festival des fiertés est un outil essentiel pour rendre visibles les combats LGBTQ et renforcer la prévention. Je suis engagée depuis longtemps aux côtés d’Élus Locaux Contre le Sida. La sensibilisation doit prendre toutes les formes possibles pour toucher chaque public. Notre arrondissement restera un territoire d’inclusion active.”



Eddie AIT, Maire de Carrières-sous-Poissy

“À Carrières-sous-Poissy, nous avons choisi d’assumer pleinement notre rôle dans la lutte contre le VIH. Nous avons adopté un plan communal avec des actions concrètes et formé nos agents pour un accueil sans jugement. Une place publique rend hommage aux combattants de la lutte contre le Sida. Malgré le désert médical, nous travaillons avec les professionnels pour maintenir une dynamique de prévention. La lutte contre la sérophobie est au cœur de notre action. Notre commune veut être un territoire inclusif et protecteur.”



Élisabeth MORENO, Ancienne Ministre déléguée chargée de l’Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l’Égalité des chances

“La lutte contre le VIH est indissociable de la lutte contre les discriminations. On peut être biologiquement soigné et pourtant socialement abandonné, et c’est cette injustice que nous devons combattre. Les femmes, les personnes LGBTQ, les migrants et les personnes précaires restent les plus exposés aux violences et aux inégalités. La sérophobie continue de briser des vies et d’empêcher l’accès aux droits. Nous devons défendre une société où chacun peut vivre sans honte et sans peur. La prévention passe aussi par l’éducation, le respect et la visibilité. Les politiques publiques doivent être pensées avec et pour les personnes concernées. La dignité humaine doit rester notre boussole.”



COURT-MÉTRAGE “AIMER SANS GUÉRIR



Thibault DERBRÉ, président du Centre LGBTQI+ Paris Île-de-France + et Lucas LAMOLIE, réalisateur et producteur

Ce film rend hommage aux années 1980 et à celles et ceux qui ont vécu l'épidémie dans sa violence. Il rappelle la force des liens, de l'amour et de la solidarité dans un contexte tragique. Le travail de mémoire est indispensable pour comprendre l'histoire du VIH. Le Centre LGBT nous a accompagnés pour donner une dimension communautaire forte au projet. Nous voulons toucher les jeunes générations et transmettre cette mémoire. Ce film est une invitation à ne jamais oublier.



Anne-Claire AMPROU, Ambassadrice de France pour la santé mondial

“La France reste engagée dans la santé mondiale, même dans un contexte budgétaire difficile. Le Fonds mondial et UNITAID sont des outils essentiels pour garantir l'accès aux traitements dans les pays les plus vulnérables. Les innovations thérapeutiques doivent être accessibles partout, pas seulement dans les pays riches. L'absence d'annonce financière immédiate ne signifie pas un désengagement, mais nous devons continuer à défendre ces mécanismes multilatéraux. La solidarité internationale est un enjeu de santé publique et de sécurité mondiale. Nous devons protéger les progrès obtenus depuis vingt ans. La France continuera de soutenir les initiatives qui sauvent des millions de vies. La lutte contre le VIH reste une priorité diplomatique et sanitaire.

PORTRAITS DE VI(H)ES

Quinze rencontres indispensables, déchirantes, urgentes. Quinze coups au cœur qui nous rappellent qu'aujourd'hui, vivre avec le VIH est, en France, parfois plus difficile qu'il y a trente ans, et que la vie des 172 000 personnes séropositives reste une lutte au quotidien : contre le virus, contre le regard des autres, contre la discrimination, contre le chômage, contre les lois, contre la culpabilité, contre une société qui leur intime l'invisibilité...

Face à cet insupportable et indigne silence imposé, la parole est un combat qui libère autant ceux qui témoignent - qui peuvent ensuite se battre plus efficacement - que notre collectivité toute entière qui par ignorance ou bêtise condamne ses propres enfants.

Ces paroles nous parlent de peur et de souffrance, mais plus encore d'amour et d'espoir. L'espoir fou, mais absolument réaliste, que demain sera un monde sans sida.

Un livre

Le sida, on n'en parle presque plus, ou si peu, ou si mal. Comme si le problème était résolu et les porteurs du virus, devenus invisibles.

Dans une société qui semble plus ouverte, vivre avec le VIH en 2017 2019 ? est paradoxalement parfois plus difficile. La compassion des premières décennies ayant cédé le terrain à la culpabilisation. Pourtant, nous sommes aujourd'hui 172 000 en France, et notre vie reste trop souvent un parcours d'obstacles au quotidien, avec des traitements efficaces mais lourds, des discriminations constantes et la difficulté d'en parler et de vivre comme les autres. Pour faire reculer les préjugés et les tabous, il est urgent de donner une parole, un visage à celles et à ceux qui aujourd'hui, osent dire qu'ils vivent avec le VIH, pour montrer que la vie est là et que l'espoir aussi.

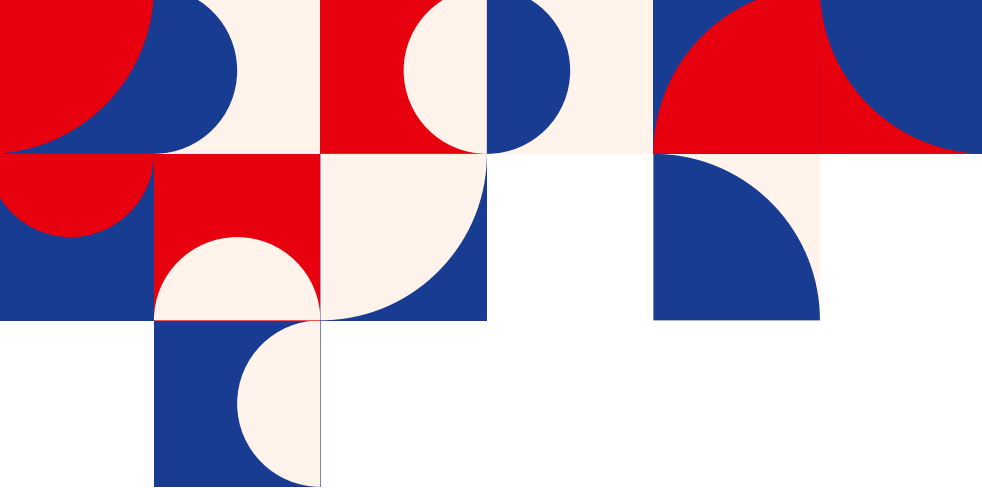
Ce livre et cette exposition, que nous voulons positif et mobilisateur, nous offre 15 rencontres exceptionnelles avec des personnes séropositives qui osent raconter une réalité que nous ne savons ou ne voulons plus voir.



15 portraits, tour à tour émouvants, encourageants, pleins d'espoir et qui démontrent de façon éclatante qu'il est urgent de continuer de témoigner, et que la parole libère.

Photographies de Patrick Messina

Patrick Messina est reconnu comme l'un des meilleurs portraitistes de sa génération. Publié dans Télérama, Libération, Le Monde... ses sujets révèlent une intimité particulière face à sa présence douce et posée. Grâce à sa chambre 4/5, il provoque un certain vertige et enveloppe ses sujets d'une tendresse esthétique unique.



Textes de Doan Bui

Doan Bui est grand reporter au Nouvel Observateur, prix Albert-Londres 2013. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Le Silence de mon père* (L'Iconoclaste, 2016), prix littéraire de la porte Dorée. Comme le petit poucet, elle ramasse les mots comme des cailloux et tente, avec respect, de raconter la vie des autres.

Une édition internationale pour la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et paludisme

A l'occasion de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial en octobre 2019, ELCS s'est associée au Global Fund Advocacy Network (GFAN), réseau de militants du Fonds, pour mettre en avant des portraits à la fois français et internationaux.

L'objectif à travers cette démarche était double : mettre en avant, auprès des acteurs internationaux de la lutte contre le VIH/sida, l'expérience des collectivités et élus locaux en matière de lutte contre la sérophobie d'une part, mais aussi de sensibiliser le public français aux enjeux liés au VIH/sida à l'extérieur du territoire hexagonal. Il était en effet très important pour ELCS de montrer aux Français l'importance de porter nos efforts contre la pandémie non seulement dans nos territoires mais également à l'échelle mondiale.

De l'édition internationale à une nouvelle édition Outre-Mer

Dans les Outre-Mer, les chiffres du VIH sont parfois très alarmants. En Guadeloupe, les découvertes de séropositivité sont deux fois plus importantes qu'en métropole. Le département français le plus touché par le

VIH demeure un département d'Outre-Mer, à savoir la Guyane, suivie de près en troisième position par Mayotte.

Dans ces territoires souvent oubliés des politiques de lutte contre le VIH/sida, le niveau d'information autour de la pandémie est très faible et conduit à une stigmatisation. Le VIH est associé à des représentations négatives et des croyances erronées.

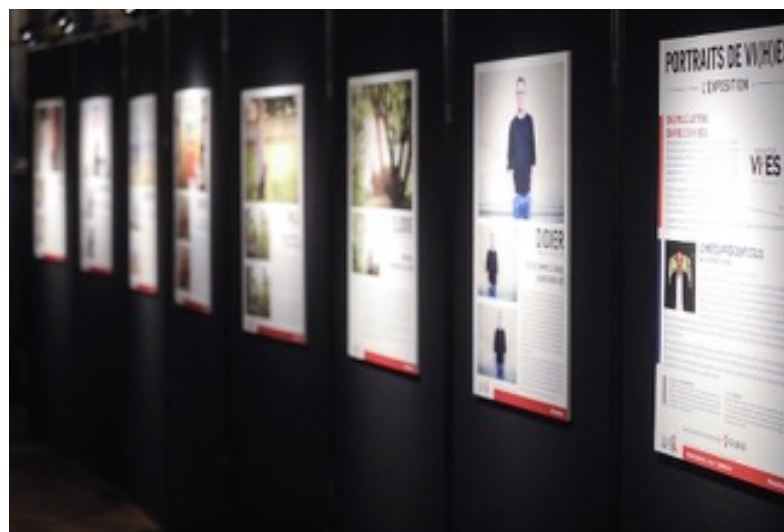
Pour faire reculer les préjugés et les tabous, il est urgent de donner une parole, un visage à ceux qui aujourd'hui osent dire qu'ils sont porteurs du VIH, pour montrer que la vie est là, que l'espoir aussi.

Pour toutes ces raisons, ELCS a travaillé en 2023 et continue, en 2024, de travailler en ce moment en lien avec les associations locales à la mise en place d'une nouvelle édition entièrement dédiées aux collectivités d'Outre-Mer...

Depuis le lancement du projet, plus d'une cinquantaine d'expositions organisées en France et dans le monde

Auprès des jeunes... au Lycée Jules Vernes de Guingamp, au Lycée Félix le Dantec à Lannion, au Lycée Thérèse Planiol de Loches, à l'Université Paul Sabatier de Toulouse, à la Maison des jeunes et de la culture de Noisel, au Foyer Jeunes Travailleurs Clairvivre de Saint-Etienne, à la Maison des jeunes et de la culture de Larnage-Montéglin, à Sciences Po Lille, à la Maison des jeunes et de la culture à Conflans Ste Honorine.

Dans des mairies... dans le péristyle de l'hôtel de ville de Metz, dans le péristyle de l'hôtel de ville d'Avignon, à la mairie d'Avrechy, à l'hôtel de ville de Paris (XXIIIème états généraux d'ELCS), dans Salle des colonnes de l'Hôtel de ville de Carpentras, dans les mairies du 3ème



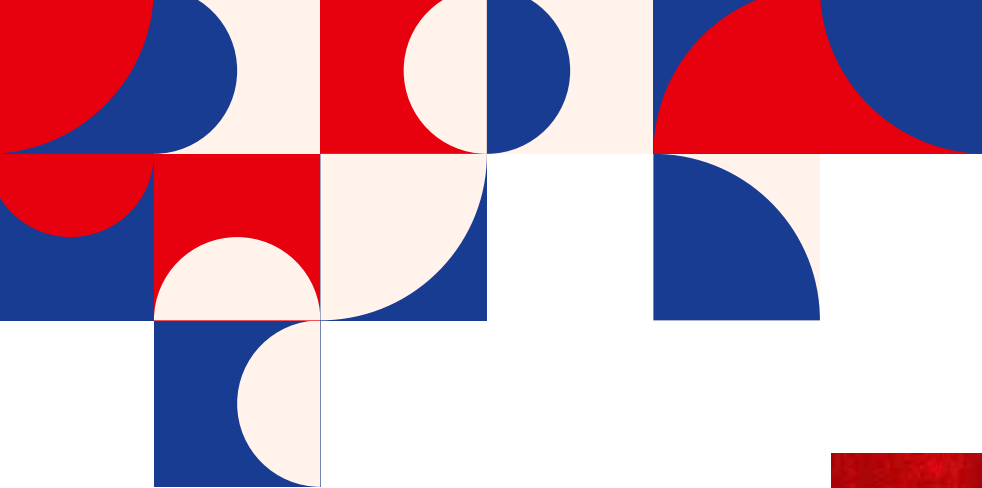
et du 12ème arrondissements de Paris, à la mairie de Saint-Etienne, à l'hôtel de ville de Nice.

Dans des lieux associatifs... au Centre LGBT du Mans, à l'Espace info jeune de Saint-Etienne, à la Maison des associations de Dijon, au Centre culturel Océanis de Ploemeur, à la cité de la voile Tabarly de Lorient.

Lors de nombreux événements... pendant l'AFRAVIH à Bordeaux, dans le village de la Gay pride à Lille, sur un char de la marche des fiertés de Paris, à un colloque «Faire entendre la voix des patients, l'exemple du VIH» dans le 2ème arrondissement de Paris, à l'hôtel de Ville de Paris dans le cadre de nos XXIIIe états généraux, à l'hôtel de département de Nancy dans le cadre du forum « Liberté, égalité, agissez ! », en marge de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida à Lyon, à l'Institut français de Tunisie à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

Mais aussi... Au Banana Café dans le quartier historique du Marais à Paris, à la Maison de la santé de Puteaux, au cinéma El Dorado à Dijon, dans les locaux du département du Val d'Oise, au Pôle de santé Léonard de Vinci à Chambray-lès-Tours, à la Communauté municipale de santé de Toulouse, dans le hall d'accueil du centre administratif de l'euro métropole de Strasbourg, au Conseil régional d'Île-de-France.

Et... à l'Assemblée Nationale.



L'ESPOIR D'UNE FRANCE SANS SIDA, AUX ÉDITIONS MICHALON

Doan Bui est grand reporter au À l'occasion de ses 30 ans, l'association Elus Locaux Contre le Sida a publiée en automne 2025, un ouvrage inédit nommé "L'espoir d'une France sans Sida" rassemblant les témoignages de personnes engagées dans la lutte contre le Vih/sida. Ce livre, pensé comme un manifeste de mobilisation et de sensibilisation, qui met en lumière les parcours et les combats qui ont marqué trois décennies d'engagement. Il s'agit de croiser les regards de celles et ceux qui ont contribué à faire évoluer les mentalités et pour remettre la lutte contre le vih au cœur des conversations.

Car, aujourd'hui encore, en France, environ 180 000 personnes vivent avec le VIH, dont plus de 10 000 sans le savoir. Et chaque année, 5 500 personnes sont encore contaminées. Ces chiffres ne baissent plus. Ils stagnent. À travers une pluralité de voix issues de différents horizons ; monde politique, santé, associations, culture ou encore sport, l'ouvrage propose un regard intergénérationnel sur le vih/sida, tout en soulignant les défis qui restent à relever pour atteindre l'objectif d'un monde sans sida d'ici 2030.

Dans la continuité de cette publication, une exposition itinérante a présenté des portraits et extraits de témoignages pour prolonger la parole, valoriser les engagements, et renforcer la sensibilisation du grand public. L'inauguration de l'exposition a eu lieu lors de nos Etats Généraux qui se sont tenus à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le lundi 24 novembre 2025.

Cette initiative, portée par ELCS avec le soutien des Éditions Michalon et le travail du



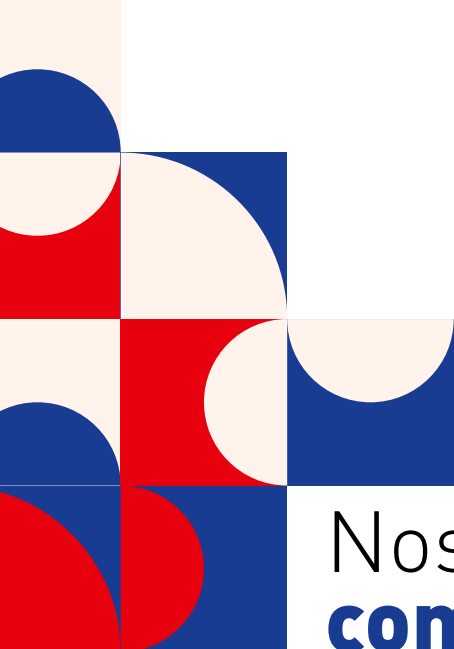
photographe Patrick Messina, a pour objectif de remettre la lutte contre le VIH/sida au centre du débat public, de rappeler l'urgence de poursuivre la mobilisation et de souligner que ce combat demeure plus que jamais d'actualité.

SOIREE DE LANCEMENT DU LIVRE L'ESPOIR D'UNE FRANCE SANS SIDA

À l'occasion de la parution de l'ouvrage Espoir d'une France sans sida, une soirée de présentation et d'échanges s'est tenue le 24 novembre au Banana Café, dans le prolongement des 30 États généraux.

Cet événement a permis de réunir militant·e·s, personnalités engagées, partenaires associatifs et soutiens autour des thématiques abordées dans le livre, tout en prolongeant les réflexions engagées lors des États généraux. Cette soirée a constitué un temps fort de mobilisation et de visibilité pour les combats portés par l'association, notamment en faveur de la lutte contre le VIH/sida et de la défense des politiques de santé publique.





Nos combats

PLAIDOYER POUR LA DÉFENSE DES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX DE LA SANTÉ

Dans un contexte international marqué par des annonces de restrictions budgétaires affectant les politiques de solidarité et de santé mondiale, notre association s'est pleinement mobilisée afin de défendre le maintien des financements dédiés à la lutte contre le VIH/sida et aux programmes de santé publique.

Ce plaidoyer s'est inscrit dans une démarche de sensibilisation des décideurs et de l'opinion publique aux conséquences concrètes que de telles coupes budgétaires pourraient avoir sur l'accès aux soins, la prévention, la recherche et la prise en charge des populations les plus vulnérables à l'échelle internationale.

À travers des prises de position publiques, des interventions médiatiques et des échanges avec les acteurs institutionnels et associatifs, cette mobilisation a rappelé l'importance d'un engagement politique fort et durable en faveur de la santé mondiale et de la lutte contre les grandes pandémies.

Ce travail de plaidoyer s'inscrit dans la continuité des valeurs portées par ELCS : solidarité internationale, défense des droits humains et accès universel à la santé.



FESTIVAL SOLIDAYS

Dans le cadre du festival Solidays, rendez-vous majeur de mobilisation contre le VIH/sida, une rencontre a eu lieu, comme chaque année, avec les militantes et militants des associations engagées dans la lutte contre le VIH/sida à l'international. Cette rencontre s'est tenue au nom de la Maire de Paris, Anne Hidalgo et côtés d'Anne-Claire Boux.

À cette occasion, plusieurs stands associatifs du Village Solidarité ont été visités, permettant d'échanger avec des actrices et acteurs de terrain engagés dans la prévention, l'accompagnement des personnes concernées et la défense de l'accès aux soins à l'échelle internationale. Ces échanges ont permis de saluer le travail essentiel mené par ces organisations et de rappeler l'importance de leur mobilisation dans un





contexte international marqué par de fortes incertitudes, notamment liées au retrait brutal de certains financements internationaux.

La Ville de Paris réaffirme son engagement aux côtés des associations de lutte contre le VIH/sida et poursuivra son soutien à leurs actions de solidarité et de plaidoyer à l'échelle internationale.

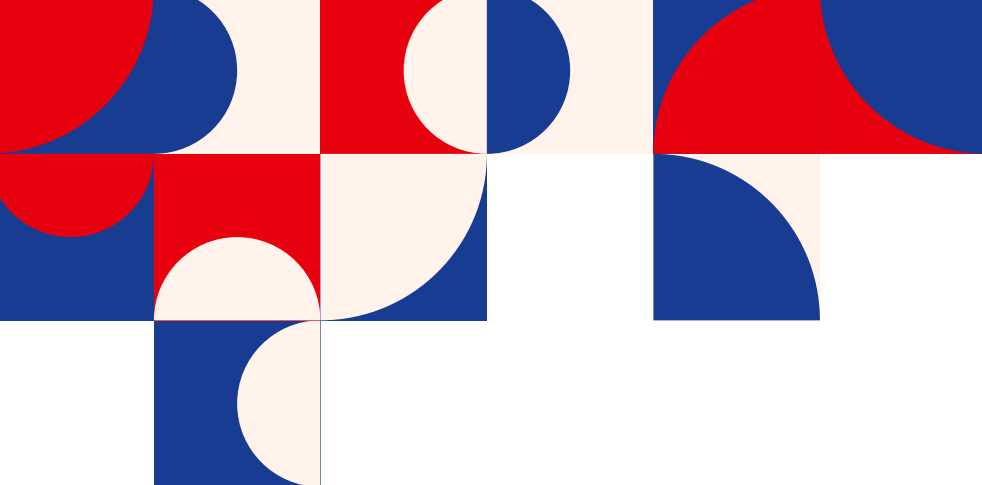
Dans le cadre du festival Solidays, rendez-vous majeur de mobilisation contre le VIH/SIDA, Jean Luc Romero a eu le plaisir de rencontrer, comme chaque année, les militantes et militants des associations engagées dans la lutte contre le VIH/SIDA à l'international. Cette rencontre s'est tenue au nom de la Maire de Paris, Anne Hidalgo et de ma collègue Anne-Claire Boux, ambassadrice de France pour la santé mondiale.

À cette occasion, j'ai pu visiter plusieurs stands associatifs au sein du Village Solidarité et échanger avec des acteurs et actrices de terrain engagés dans la prévention,

l'accompagnement des personnes concernées et la défense de l'accès aux soins à travers le monde. Ces échanges ont permis de saluer le travail essentiel mené par ces organisations et de rappeler l'importance de leur mobilisation dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes, notamment liées au retrait brutal des financements américains.

Durant cette évènement, la Ville de Paris a réaffirmée son engagement aux côtés des associations de lutte contre le VIH/SIDA et continuera à les soutenir dans leurs actions de solidarité et de plaidoyer à l'échelle internationale.





LA MARCHE DES FIERTÉS

Notre participation à ces marches représente, chaque année, une occasion supplémentaire de réaffirmer notre soutien à l'ensemble des membres de la communauté LGBTQI+ en France et dans le monde ! Accompagné de Rémi FERAUD, nous étions à Budapest pour participer à la Pride, afin de défendre les valeurs européennes et soutenir la communauté LGBT hongroise.



Marche des fiertés 2025 à Budapest (Hongrie).



Jean Luc ROMERO et Rémi FERAUD pour la marche des fiertés à Budapest.





JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Le 1er décembre 2025, aux côtés du groupe Air France, de Personn'Ailes AF, de Sida Info Service et de Brigitte Liso, nous avons fait décoller le vol solidaire Ruban Rouge à destination de La Réunion.

En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, ce vol symbolise un engagement concret : sensibiliser, acheminer du matériel médical et renforcer les actions locales face au VIH dans les territoires ultramarins.

Car ce sont des leviers primordiaux pour atteindre l'objectif d'une France sans sida d'ici 2030.

Déplacement à La Réunion à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida

En outre, dans le prolongement de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Jean Luc Romero-Michel s'est rendu à La Réunion jusqu'au 4 décembre afin de renforcer la mobilisation locale et nationale autour des enjeux liés au VIH/sida.

Ce déplacement a débuté par la participation au vol spécial « Ruban Rouge » d'Air France, organisé en partenariat avec plusieurs acteurs associatifs dont Sida Info Service et institutionnels engagés dans la lutte contre le sida, marquant symboliquement l'engagement collectif à l'occasion du 1er décembre.

Une soirée d'accueil s'est tenue le 2 décembre à l'Hôtel Le Relais de l'Hermitage à Saint-Gilles-les-Bains, en présence de la Présidente de la Région de La Réunion ainsi que de nombreux élus et partenaires locaux. Ce





Coupure de ruban



Brigitte Liso et Jean Luc Romero-Michel

temps fort a permis de rappeler l'importance d'une mobilisation territoriale durable face aux enjeux de prévention, d'accès aux soins et de lutte contre les discriminations.

À l'occasion de ce séjour, des rencontres ont également été organisées avec les élus et les associations de la Ville de Saint-Denis. Ces échanges ont permis de valoriser les actions menées localement, d'identifier les besoins spécifiques du territoire et de renforcer les coopérations entre acteurs institutionnels et associatifs engagés dans la lutte contre le VIH/sida.

Ce déplacement s'inscrivait enfin dans le contexte de la récente parution de l'ouvrage L'espoir d'une France sans sida, qui contribue à nourrir le débat public et à renforcer la visibilité des enjeux liés à la lutte contre l'épidémie, en métropole comme dans les territoires ultramarins.



Jean Luc Romeo-Michel-Romeo, Président de ELCS et Jocelyne Lauret, déléguée ADMDFrance de La Réunion.



LE CHEMSEX

L'année 2025 a été l'occasion de mener un intense plaidoyer à l'intention du gouvernement et des collectivités en ce qui concerne le phénomène du chemsex, en expansion, notamment chez les jeunes.

Participation à la table ronde sur le Chemsex à Lyon



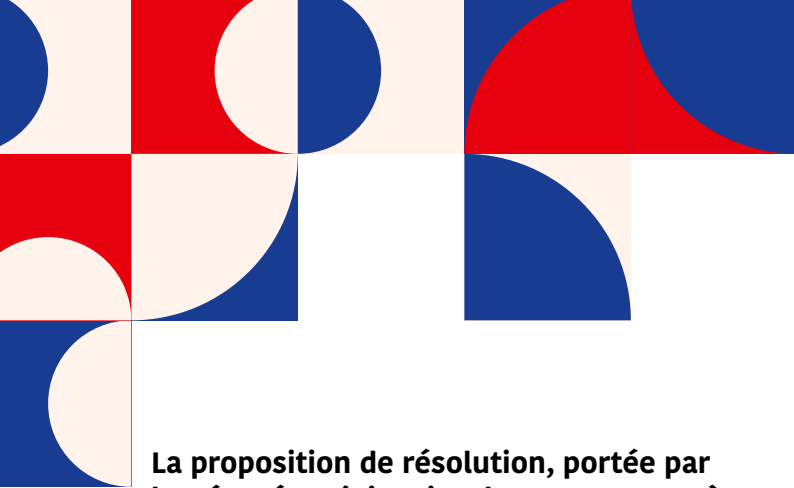
Organisée par Brigitte Liso, Députée du Nord et Vice-Présidente d'ELCS, une table ronde a été organisée à Lille le 24 avril 2025 permettant de réunir des médecins, acteurs associatifs, représentants d'Etat pour évoquer ensemble et mettre en lumière des enjeux cruciaux : l'écoute des personnes concernées, la reconnaissance du rôle des associations de terrain, et la nécessité de construire des actions inclusives, concrètes et durables.

Les tables rondes en région sur le Chemsex

Organisée par ELCS en janvier 2025, une nouvelle table-ronde s'est déroulée au sein de l'Hôtel de Ville de Lyon par ELCS réunissant élu-e-s, professionnel.les de santé, militant.es associatif.es et citoyen.nes afin de mettre en lumière le chemsex comme enjeu de santé publique et développer des solutions concrètes, pour la mise en oeuvre d'une politique de lutte contre les dangers sanitaires et sociaux du chemsex.

Le plaidoyer mené par ELCS en faveur de la régulation du chemsex tend à se poursuivre dans d'autres villes. Une nouvelle table ronde va s'organiser au sein de la Ville de Montpellier afin de sensibiliser les acteurs-trices locaux et interpellier les pouvoirs publics.





La proposition de résolution, portée par la Députée Brigitte Liso, le 31 mars 2025 à l'Assemblée Nationale

La députée du Nord et Vice-Présidente d'ELCS, Brigitte Liso a porté une proposition de Résolution le 31 mars 2025, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Monsieur le Ministre Yannick Neuder s'est donc engagé à intégrer plusieurs de ces incitations dans la future feuille de route pour la santé sexuelle, attendue d'ici la fin de l'année 2025.

Les mesures présentées à l'Assemblée nationale dans le cadre de cette résolution ont été les suivantes :

- Établir un état des lieux épidémiologique précis du « chemsex », afin de mieux comprendre les déterminants et les conséquences sanitaires et sociales d'un phénomène en expansion et y répondre de manière adaptée et ciblée ;
- Sensibiliser, informer largement et développer, en lien avec les associations, une offre de formation à destination de l'ensemble des personnels appelés à être en contact avec les « chemsexers », en premier lieu les professionnels de santé incluant les pharmaciens d'officine, les acteurs médico-sociaux et associatifs, mais également les personnels judiciaires, scolaires et universitaires ;
- Pleinement intégrer l'enjeu du « chemsex » aux différents dispositifs et actions de prévention combinée, la prescription de la prophylaxie pré-exposition ou des traitements comme prévention, les rendez-vous de suivi des risques virus de l'immunodéficience humaine, tout comme les différents dépistages et campagnes de vaccination devant permettre de délivrer des informations et conseils de prévention en santé sexuelle intégrant l'usage de « chemsex », d'identifier de potentielles situations à risque, et les prendre en charge, le cas échéant. La prévention et la sensibilisation au « chemsex » pourraient être abordées pendant la consultation gynécologique proposée aux 15-18 ans ainsi



Brigitte LISO, Députée du Nord et vice-présidente d'ELCS

qu'à l'occasion des bilans de prévention mis en place aux âges clefs de la vie ;

- Accompagner les associations et les structures de terrain en première ligne tels que les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic, les centres de santé communautaires, les consultations de prescription PreP les centres addictologie, les équipes de liaison et de soins en addictologie et maisons des adolescents pour renforcer l'accessibilité à des prises en charge globales des « chemsexers », dans une logique d'« aller-vers » ;
 - Encourager les parcours de prévention dans des villes volontaires, en lien avec les collectivités locales, sur le modèle, par exemple, de ce qui a été initié à Paris ;
 - Mettre en place des campagnes de prévention « hors les murs » et intégrer le « chemsex » aux campagnes, de promotion de la santé sexuelle en soutenant Santé publique France et les associations ;
 - Collaborer avec les plateformes, sites et applications de rencontre afin de bâtir avec elles une stratégie de prévention des infections sexuellement transmissibles et sensibiliser les utilisateurs aux risques du « chemsex », en proposant des outils de repérage précoce des usages à risque et des liens associatifs ou gouvernementaux facilitant l'orientation au sein des parcours de prises en charge.
- Suite à la Proposition de Résolution portée par Brigitte Liso le 31 mars 2025 à l'Assemblée Nationale, la création d'un « Plan Chemsex 2025 » annoncé par Yannick Neuder, Ministre de la santé, est attendu en septembre 2025.

RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DE LA SANTÉ

Dans le cadre de la lutte contre le chemsex, un échange a eu lieu avec le ministre de la Santé, Yannick Neuder, afin d'aborder la mise en œuvre de la proposition de résolution portée par la députée Brigitte Liso et adoptée à l'unanimité le 31 mars dernier à l'Assemblée nationale. Cet échange a permis de rappeler la nécessité pour l'État de renforcer la connaissance du phénomène et d'engager concrètement les recommandations formulées dans le rapport du Pr Benyamina. Le ministre s'est montré favorable à cette démarche et a confirmé son engagement à avancer sur ces priorités.

À cette occasion, le guide API d'Élus Locaux Contre le Sida (ELCS) lui a été remis. Ce guide qui a été présenté publiquement lors de la soirée des 30 ans d'ELCS organisée à la mairie du 20^e arrondissement.

Le Chemsex comme enjeu de santé publique

Lors de son intervention au Sénat, la sénatrice Anne Souyris a insisté sur la nécessité urgente de considérer le chemsex comme un véritable enjeu de santé publique, et non plus comme un phénomène marginal ou tabou.

Elle rappelle que les besoins sont aujourd'hui parfaitement identifiés : renforcer la prévention, développer des actions de



Anne SOUYRIS, Sénatrice de Paris et Vice-présidente des Elus Locaux Contre le Sida



Yannick Neuder, Ministre de la santé
Jean Luc Romero Michel, président de ELCS

réduction des risques adaptées, proposer un accompagnement médical, psychologique et social, et soutenir des études permettant de mieux comprendre les pratiques et leurs conséquences.

Selon elle, il est indispensable de pérenniser des dispositifs innovants tels que le projet ARPA-Chemsex, qui mobilise des professionnels formés, capables d'intervenir auprès des personnes concernées avec expertise et bienveillance.

La sénatrice appelle à dépasser les approches moralisatrices pour adopter une politique de santé fondée sur la réalité du terrain, l'écoute et la protection des individus.

Agir sans jugement, sans stigmatisation et avec des moyens pérennes constitue, selon elle, la seule voie pour répondre efficacement à un phénomène qui touche de plus en plus de personnes et qui nécessite une réponse publique ambitieuse et cohérente.



Manifeste urgence **CHEMSEX**

Après nous être réuni.es ce jeudi 17 octobre 2024 à l'Hôtel-de-Ville de Paris à l'initiative d'Élus Locaux Contre le Sida, **nous, élu.es locaux et nationaux, militant.es associatifs, professionnel.les de santé, exprimons notre vive inquiétude face au phénomène grandissant du chemsex.** À travers ce manifeste, nous interpellons le nouveau gouvernement, et notamment son Premier Ministre, pour qu'il prenne des mesures urgentes et spécifiques à ce groupe de consommateurs, afin de répondre à cette crise et d'améliorer la santé globale des personnes concernées. **Nous appelons les citoyennes et les citoyens à se saisir de cette question en signant la pétition.**

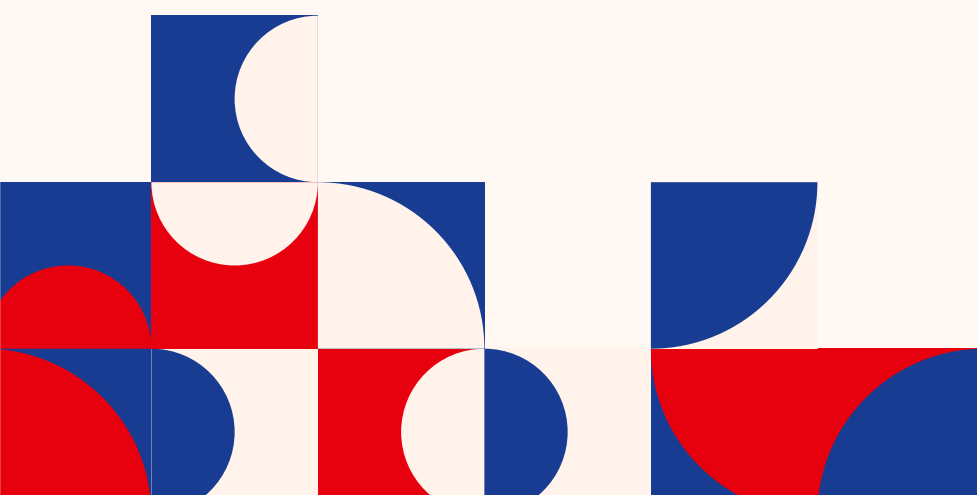
Pour rappel, le *chemsex* est une pratique visant à combiner sexe et prise de drogues de synthèse et est en dangereuse expansion à tout âge entraînant nombre de conduites à risque pouvant causer la mort dans le pire des cas. Les chiffres sont alarmants : les études estiment une prévalence de la pratique du *chemsex* de 3 à 29% chez les HSH et ce phénomène est associé à des risques sanitaires majeurs, notamment des transmissions accrues d'infections sexuellement transmissibles (IST), des intoxications par surdose, des troubles psychologiques et des problématiques psychosociales associées. En mars 2022, cette pratique concernait déjà entre 100 000 et 200 000 personnes selon le rapport « chemsex » rendu le 17 mars 2022, par le Professeur A. Benyamina, au ministre chargé de la santé. Malheureusement, **malgré ces chiffres préoccupants, rien n'a été fait au niveau national pour lutter efficacement contre ce fléau.**

C'est dans ce contexte urgent que des responsables associatifs et des élu.es locaux se sont réunis ce jour, à l'initiative d'Élus Locaux Contre le Sida et de son Président et Adjoint à la Maire de Paris, Monsieur Jean-Luc Romero-Michel. Les discussions qui se sont tenues entre les différentes parties prenantes ont abouti à la **nécessité d'appeler les pouvoirs publics à construire une politique nationale permettant de lutter efficacement contre les dangers sanitaires et sociétaux** (risques épidémiques VIH/VHC et désinsertion sociale) **et les risques individuels du chemsex.** Il s'agit donc d'identifier le phénomène dans ses formes actuelles, d'informer le grand public des risques à court, moyen et long termes, en particulier les jeunes, et soutenir l'ensemble des acteurs de terrain impliqués dans la prise en charge des personnes ayant recours à la pratique du *chemsex*.

De fait, **nous demandons une politique nationale devant être déclinée dans chaque territoire avec l'appui des Agences Régionales de Santé et des collectivités, afin de construire les réponses les plus adaptées, selon les besoins locaux.** Plus précisément, nous invitons le gouvernement à mettre en œuvre les solutions qui figuraient notamment dans la proposition de résolution qui devait être portée devant la chambre basse le 19 juin dernier – mais annulée en raison de la dissolution de cette dernière – par la députée Brigitte Liso, présidente du groupe d'études VIH et SIDA à l'Assemblée Nationale. Dans cette proposition de résolution, figuraient les mesures suivantes :



1. **Établir un état des lieux épidémiologique** précis du «chemsex», afin de mieux comprendre les déterminants et les conséquences addictologiques, sociales et médico-légales d'un phénomène en expansion et y répondre de manière adaptée et ciblée.
2. **Sensibiliser, informer largement et développer, en lien avec les associations et les établissements recevant du public, une offre de formation à destination de l'ensemble des personnels appelés à être en contact avec les personnes pratiquant le *chemsex***, en premier lieu les professionnels de santé incluant les pharmaciens d'officine, les acteurs médico-sociaux et associatifs, mais également les personnels judiciaires, scolaires et universitaires.
3. **Pleinement intégrer l'enjeu du *chemsex* aux différents dispositifs et actions de prévention combinée et de réduction des risques.** La prescription de la prophylaxie pré-exposition (PrEP) ou des traitements comme prévention (TasP), les rendez-vous de suivi des risques VIH, tout comme les différents dépistages et campagnes de vaccination devront permettre de délivrer des informations et conseils de prévention en santé sexuelle intégrant l'usage de *chemsex*, d'identifier de potentielles situations à risque, et les prendre en charge, le cas échéant. La prévention et la sensibilisation aux usages sexualisés de drogues pourront être abordées pendant la consultation gynécologique proposée aux 15-18 ans ainsi qu'à l'occasion des bilans de prévention mis en place aux âges clés de la vie.
4. **Accompagner les associations et les structures de terrain en première ligne** tels que les centres de santé sexuelle (CSS), les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CEGIDD), les centres de santé communautaires, les consultations de prescription PrEP les centres addictologie (CSAPA & CAARUD), les Équipes de Liaison et de Soins en Addictologie (ELSA), les maisons santé-jeunesse, les établissements recevant du public et les associations de lutte contre le sida et les hépatites dans leur ensemble pour renforcer précocement l'accessibilité à des prises en charge globales des personnes pratiquant le *chemsex*, dans une logique d'«aller-vers».
5. **Encourager les parcours de prévention dans des villes volontaires**, en lien avec les collectivités locales, sur le modèle, par exemple, de ce qui a été initié à Paris.
6. **Mettre en place des campagnes de prévention «hors les murs»** (lieux de fête, établissements recevant du public, espaces publics, lycées, Universités, Grandes écoles etc) et intégrer le *chemsex* aux campagnes de promotion de la santé sexuelle en soutenant Santé Publique France et les associations.
7. **Collaborer avec les plateformes, sites, applications et établissements de rencontre afin de bâtir avec elles une stratégie de prévention** des IST et sensibiliser les utilisateurs aux risques du *chemsex*, en proposant des outils de repérage précoce des usages à risque et des liens (associatifs ou gouvernementaux) facilitant l'orientation au sein des parcours de prises en charge.





LISTE DES PREMIERS ELU.ES CO-SIGNATAIRES

- ROMERO-MICHEL Jean-Luc – Président-fondateur d'ELCS, Adjoint à la Maire de Paris en charge des droits humains, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations.
- HIDALGO Anne – Maire de Paris

Parlementaires

- ALLEMAND Marie-José – Député des Hautes-Alpes
- AMIRSHAHI Pouria – Député de Paris
- ARENAS Rodrigo – Député de Paris
- AUBRY Manon – Députée Européenne
- AUTAIN Clémentine – Députée de Seine-Saint-Denis
- BELOUASSA-CHERIFI Anaïs – Députée du Rhône
- BENARROCHE Guy – Sénateur des Bouches-du-Rhône
- BERGE Aurore – Députée des Yvelines, Ministre
- BERTHET Martine – Sénatrice de la Savoie
- BEX Christophe – Député de la Haute Garonne
- BONNET Arnaud – Député de Seine-et-Marne
- BONNET Nicolas – Député du Puy-de-Dôme
- BONNET Sylvie – Députée de la Loire
- BOULOUX Mickaël – Député d'Ille-et-Vilaine
- BOURGI Hussein – Sénateur de l'Hérault
- BRIANTE GUILLEMONT Sophie – Sénatrice des Français établis hors de France
- BROSSAT Ian – Sénateur de Paris
- BROSSEL Colombe – Sénatrice de Paris
- CAMARA Mélissa – Députée Européenne
- CANALES Marion – Sénatrice du Puy-de-Dôme
- CAPDEVIELLE Colette – Députée des Pyrénées-Atlantiques
- CARRERE Maryse – Sénatrice des Hautes Pyrénées
- CAUSSE Lionel – Député des Landes
- CLERGEAU Christophe – Député Européen
- CORBIERE Alexis – Député de Seine-Saint-Denis
- CORBISEZ Jean-Pierre – Sénateur du Pas-de-Calais
- CORMAND David – Député Européen
- COURBON Pierrick – Député de la Loire
- CUKIERMAN Cécile – Sénatrice de la Loire
- DARRAS Jérôme – Sénateur du Pas-de-Calais
- DE LA GONTRIE Marie-Pierre – Sénatrice de Paris
- DELAPORTE Arthur – Député du Calvados
- DEVINAZ Gilbert-Luc – Sénateur du Rhône
- DIOP Dieynaba – Députée des Yvelines
- ERODI Karen – Députée du Tarn
- EVREN Agnès – Sénatrice de Paris
- FALORNI Olivier – Député de Charente-Maritime
- FAURE Olivier – Député de la Seine-et-Marne
- FERAUD Rémi – Sénateur de Paris
- FIRMIN LE BODO Agnès – Députée de Seine Maritime, Ancienne Ministre
- GIRARD Damien – Député du Morbihan
- GLUCKSMANN Raphaël – Député européen
- GREAUME Michelle – Sénatrice du Nord
- GREGOIRE Emmanuel – Député de Paris
- GUHL Antoinette – Sénatrice de Paris
- GUILLOTIN Véronique – Sénatrice de Meurthe-et-Moselle
- GUSTAVE Steevy – Député de l'Essonne
- HADIZADEH Ayda – Députée du Val-d'Oise
- HAMDANE Zahia – Députée de la Somme
- HEROUIN LEAUTEY Florence – Députée de la Seine-Maritime
- HERVIEU Céline – Députée de Paris
- JADOT Yannick – Sénateur de Paris
- JOMIER Bernard – Sénateur de Paris
- JOSSO Sandrine – Députée de Loire-Atlantique
- JOUVET Pierre – Député Européen
- JUVIN Philippe – Député des Hauts-de-Seine
- KANNER Patrick – Sénateur du Nord, Ancien Ministre



- KERBRAT Andy – Député de Loire-Atlantique
- KERROUCHE Eric – Sénateur des Landes
- LAERNOES Julie – Députée de Loire-Atlantique
- LAHMAR Abdelkader – Député du Rhône
- LALUCQ Aurore – Députée Européenne
- LEAUMENT Antoine – Député de l'Essonne
- LEBOUCHER Elise – Députée de la Sarthe
- LEGRAIN Sarah – Députée de Paris
- LESEUL Gérard – Député de la Seine-Maritime
- LHARDIT Laurent – Député des Bouches-du-Rhône
- LINGEMANN Delphine – Députée du Puy-de-Dôme
- LISO Brigitte – Députée du Nord
- MANDON Emmanuel – Député de la Loire
- MARTINEAU Eric – Député de la Sarthe
- MEBAREK Nora – Députée Européenne
- MOREL Louise – Députée du Bas-Rhin
- PETIT Maud – Députée du Val-de-Marne
- PIC Anna – Députée de la Manche
- PIRES BEAUNE Christine – Députée du Puy-de-Dôme
- PRUD'HOMME Loïc – Député de la Gironde
- RAUX Jean-Claude – Député de la Loire-Atlantique
- REGOL Sandra – Députée du Bas-Rhin
- REID ARBELOT Mereana – Députée de Polynésie française
- REYNAUD Hervé – Sénateur de la Loire
- RIESTER Franck – Député de Seine-Maritime, Ancien Ministre
- ROCHETTE Pierre Jean – Sénateur de la Loire
- ROS David – Sénateur de l'Essonne
- ROSSI Valérie – Députée des Hautes-Alpes
- ROUAUX Claudia – Députée d'Ille-et-Vilaine
- SAS Eva – Députée de Paris
- SATOURI Mounir – Député Européen
- SAULIGNAC Hervé – Député de l'Ardèche
- SIMION Arnaud – Député de Haute-Garonne
- SMITH Anthony – Député Européen
- SOUYRIS Anne – Sénatrice de Paris
- TAITE Jean-Pierre – Député de la Loire
- TAURINYA Andrée – Députée de la Loire
- THIEBAULT-MARTINEZ Céline – Députée de Seine-et-Marne
- THIERRY Nicolas – Député de Gironde

- TISSOT Jean-Claude – Sénateur de la Loire
- VALLAUD Boris – Député des Landes
- VERMOREL-MARQUES Antoine – Député de la Loire
- VOYNET Dominique – Députée du Doubs, Ancienne Ministre
- WEBER Michaël – Sénateur de la Moselle

Elus locaux

- AIT Eddie – Maire de Carrières-sous-Poissy, Vice-Président d'ELCS
- AKKARI Maya – Conseillère de Paris
- AMIABLE Marie-Hélène – Maire de Bagneux
- ARAUJO Olivier – Maire de Charly
- AUBRY Martine – Maire de Lille
- BAZIN Fabien – Président du Conseil Départemental de la Nièvre
- BEAUVAL Sébastien – Adjoint au Maire de Courbevoie
- BELLIARD David – Adjoint à la Maire de Paris
- BENHAROUS Lionel – Maire des Lilas
- BERAUD Julien – Adjoint au Maire de Moissy-Cramayel, Secrétaire Général adjoint d'ELCS
- BERTHIER Christophe – Adjoint au Maire de Dijon
- BESSAC Patrice – Maire de Montreuil
- BEZ Patricia – Adjointe au Maire de Toulouse
- BIANCHI Olivier – Maire de Clermont-Ferrand
- BLANCHARD Pascal – Vice-Président de Lyon Métropole
- BLANC-RUBIROLA Michèle – Première Adjointe au Maire de Marseille
- BLOCHE Patrick – Premier Adjoint à la Maire de Paris
- BORDERIE Sophie – Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne
- BOTREL Yann – Adjoint au Maire de Charly
- BOUX Anne-Claire – Adjointe à la Maire de Paris
- BREGMAN Dorine – Adjointe au Maire de Paris-Centre
- CARILLON Sylvie – Présidente du CRIPS île-de-France, Maire de Montgeron, Conseillère Régionale d'île-de-France
- CARON-THIBAUT Gauthier – Conseiller de Paris
- CECCALDI-RAYNAUD Joëlle – Maire de Puteaux, Vice-Présidente d'ELCS
- CINIERI Laura – Conseillère municipale de Saint-Etienne



- COLLINEAU Marlène – Adjointe à la Maire de Nantes
- CORDEBARD Alexandra – Maire de Paris 10
- COUMET Jérôme – Maire de Paris 13
- DAGNAUD François – Maire de Paris 19
- DELAFOSSE Michaël – Maire de Montpellier
- DE LAURENS Céline – Adjointe au Maire de Lyon
- DI MARTINO Tony – Maire de Bagnolet
- DOUCET Grégory – Maire de Lyon
- FALI Linda – Adjointe à la Maire de Châtillon
- FAUTRA Laurence – Vice-Présidente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
- GARRIGOS Geneviève – Conseillère de Paris
- GEMMANI Stéphane – Conseiller Régional d’Auvergne-Rhône-Alpes
- HAVET Kevin – Adjoint au Maire du 18e arrondissement de Paris
- HURMIC Pierre – Maire de Bordeaux
- JALBY Vincent – Premier Adjoint au Maire de Limoges
- JUSTOME Sylvie – Adjointe au Maire de Bordeaux
- KIENZLEN Jonathan – Conseiller Régional d’Île-de-France
- KOUASSI Johanne – Conseillère de Paris
- LAFFORGUE Nicole – Adjointe à la Maire de Champs-sur-Marne
- LEJOINDRE Eric – Maire de Paris 18
- LUCA Lionnel – Maire de Villeneuve Loubet
- MADEC Roger – Conseiller de Paris
- MARTIN Christine – Adjointe au Maire de Dijon
- MAYER-ROSSIGNOL Nicolas – Maire de Rouen
- MIGUEL Lucas – Conseiller municipal de Charly
- MOREAU Pierre-Alexandre – Conseiller Municipal délégué à la Ville de Tours
- MOUDENC Jean-Luc – Maire de Toulouse
- NADESAN Yannick – Adjoint à la Maire de Rennes
- NAJDOVSKI Christophe – Adjoint à la Maire de Paris
- NGATCHA Arnaud – Adjoint à la Maire de Paris
- PARIS Pierrick – Adjoint à la Maire de Paris 12
- PARNEIX Matthieu – Conseiller Municipal de Limoges
- PATRICE Laurence – Adjointe à la Maire, Vice-Présidente d’ELCS
- PLIEZ Eric – Maire de Paris 20
- PIERRE-MARIE Emmanuelle – Maire de Paris 12, Vice-Présidente d’ELCS
- POLSKI Olivia – Adjointe à la Maire de Paris
- PRIOU-HASNI Annie-Joëlle – Conseillère municipale de Plaisir
- RAMEL Elisabeth – Ancienne élue de Strasbourg, Trésorière d’ELCS
- RAYMOND-ROSSI Marie-José – Conseillère de Paris
- RIFFAUD Samia – Adjointe déléguée au Maire de Limoges
- ROCHER Claude – Adjoint au Maire de Boulogne-Billancourt
- ROGER-LOMBERTIE Emile – Maire de Limoges
- ROLLAND Carine – Adjointe à la Maire de Paris
- RUHLAND Grégoire – Adjoint au Maire de Tomblaine
- SAGASPE Chloé – Conseillère de Paris
- SANCHES RUIVO Hermano – Conseiller de Paris
- SEMACHE Nadia – Adjointe au Maire de Saint-Etienne
- SITBON Florian – Conseiller de Paris
- SLAMA Eléonore – Adjointe à la Maire du 12e arrondissement de Paris
- SOUVESTRE David – Conseiller Municipal de Lyon
- TAIEB Karen – Adjointe à la Maire de Paris
- TORANIAN Anouch – Adjointe à la Maire de Paris
- TYSSANDIER Anne-Claire – Conseillère de Paris
- VARIERAS Floriane – Adjointe à la Maire de Strasbourg
- VAUGLIN François – Maire de Paris 11
- VERSINI Dominique – Adjointe à la Maire de

Paris, Ancienne Ministre

- VITOUX Marie – Adjointe à la Maire de Nantes
- WEIL Ariel – Maire de Paris-Centre
- ZIEGLER Georges – Président du Conseil Départemental de la Loire

Professionnel.les de santé

- ARNULF Iris – Psychologue clinicienne
- BENYAMINA Amine – Professeur de Psychiatrie et Addictologie
- BOURSIER Valérie – Addictologue
- CROSET-CALISTO Magali – Sexologue et Addictologue
- DONNADIEU Hélène – Docteur, PU-PH, Responsable du service Addictologie
- FANTON Laurent – Médecin légal du vivant expert en toxicologie
- KARILA Laurent – Médecin psychiatre
- LECLERC Delphine – Sexologue, Co-présidente de Sexologie Sans Frontières
- JEDRZEJEWSKI Thibaut – Médecin généraliste
- MASSONNAT-MODOLO Isabelle – Psychologue clinicienne
- MEHDAOUI Muriel – Sexothérapeute à l'Hôpital Marmottan
- MOLINA Jean-Michel – Infectiologue à l'AP-HP
- ORRIERE Thibault – Médecin à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière
- PAPAIZIAN Patrick – Sexologue et Co-président de Sexologie Sans Frontières
- ROLLAND Benjamin – PU-PH d'Addictologie
- ROUZIOUX Christine – Virologue, Présidente d'Arcat et de l'Union Groupe SOS
- SEBBAH Guy – Docteur en médecine, Vice-Président exécutif, Association Groupe SOS Santé
- SHELLY Marc – Médecin de santé publique à l'AP-HP

Militant.es associatifs et personnalités engagées

- ANDRÉ-DESCHAMPS Jérôme – Directeur de HF Prévention
- BARTOLI Marc-Antoine – Activiste et coordinateur prévention d'Act Up Paris
- BIGDADE Habiba – Membre du comité national Ligue des Droits de l'Homme, Ancienne Adjointe au Maire, Secrétaire Générale adjointe d'ELCS
- BLADOU Fred – Activiste drogue chez AIDES et

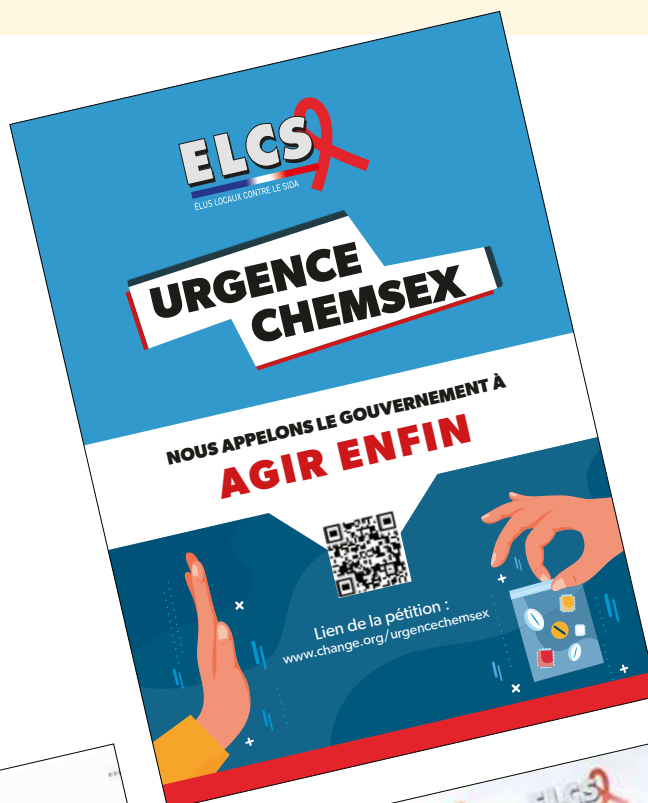
SOS Addiction

- BORELLO Jean-Marc – Président du Directoire du Groupe SOS
- BOST Solène – Directrice d'AREMEDIA
- CALMON Rémi – Directeur du SNEG & CO
- DELORME CATHERINE – Présidente de Fédération Addiction
- DENIS Jonathan – Président de l'ADMD, Secrétaire Général adjoint d'ELCS
- DERCHE Nicolas – Directeur Général d'Arcat et du CheckPoint
- FEITO Aline – Créatrice de contenu, cofondatrice de PAINT Média
- FEITO Cédric – Créateur de contenu, cofondateur de PAINT Média
- FRANCESCHET Ludovic – Eboueur et vidéaste web
- HENNEBERT Corentin – Metteur en scène à la Compagnie des Adelphe de la Nuit
- JOURDAIN-DEDIEU Laurent – Délégué santé de l'INTER-LGBT
- LAHAIE Brigitte – Actrice et animatrice radio
- MARTIN Aymeric – Président du Centre LGBTI+ de Lyon
- MASSET-DENÈVRE Simon – Coordinateur d'Elus Locaux Contre le Sida
- MAU Michel – Président de PlaySafe
- ODOUL Maxime – Checkpoint Paris
- PASSALACQUA Laurent – Administrateur National Référent Chemsex et Politique des drogues à AIDES
- PEYRON Michèle – Ancienne Députée
- PFAU Gregory – Directeur d'Analyse TonProd'IDF
- POIRIER Sandrine – Technicienne d'Etudes Cliniques au Corevih IDF Sud
- RUPIN Pacôme – Directeur général de la Fondation Le Refuge
- QUENU Sébastien – Secrétaire de PlaySafe, Président de Chems Pause
- THUNE Florence – Directrice générale de Sidaction
- TRIERWEILER Valérie – Journaliste, autrice
- VERNA Jean-Luc – Artiste et créateur du premier monument en hommage aux victimes de LGBTphobies
- WOLFSOHN Joseph – Comédien à la Compagnie des Adelphe de la Nuit

VOUS SOUHAITEZ REJOINDRE NOTRE APPEL?

Signez la pétition sur www.change.org/urgencechemsex
ou scannez le QR code

Vous pouvez également écrire à vos élu.es
en les incitant à signer !





REVUE DE **PRESSE** 2025



REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

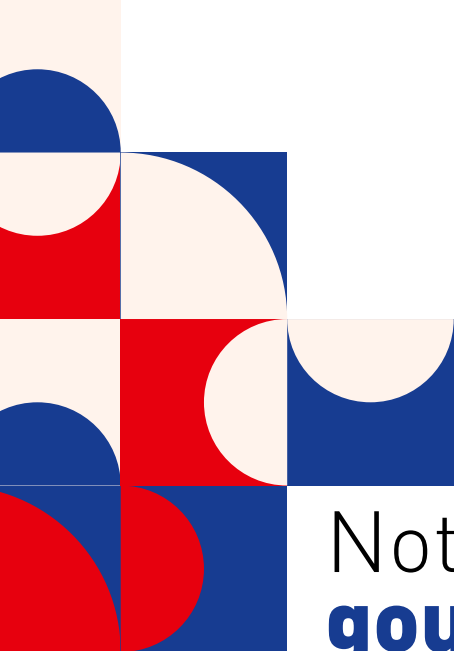
REVUE DE PRESSE 2025



REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025

REVUE DE PRESSE 2025



Notre gouvernance

La gouvernance au sein des Élus Locaux Contre le Sida

Présidente d'honneur



SHEILA
Artiste

Marraines d'ELCS



Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN
Ancienne Ministre de la Santé



Mme Dominique GILLOT
Ancienne Secrétaire d'État en charge de la Santé

Le bureau d'ELCS

Président



M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL
Adjoint à la Maire de Paris (75)

Secrétaire Général



M. Patrick TEISSÈRE
*Adjoint au Maire du Havre (76)
Conseiller départemental de la Seine-Maritime*

Trésorière



Mme Élisabeth RAMEL
Ancienne élue de Strasbourg (67)

Vice-présidents



M. Eddie AÏT
Conseiller municipal de Carrières-sous-Poissy (78)



M. Rémi FERAUD
Sénateur et Conseiller de Paris (75)



Mme Anne SOUYRIS
Sénatrice de Paris



Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Maire de Puteaux (92)
Vice-Président du territoire Paris Ouest la Défense



Mme Marine BRENIER
Adjointe au Maire de Nice (06)
Ancienne Députée



Mme Laura CINIERI
Conseillère municipale de Saint-Étienne (42)



Mme Brigitte LISO
Députée du Nord (59)



Mme Laurence PATRICE
Adjointe à la Maire de Paris (75)



Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE
Maire du 12^e arrondissement de Paris



Mme Anne – Claire TYSSANDIER
Conseillère de Paris

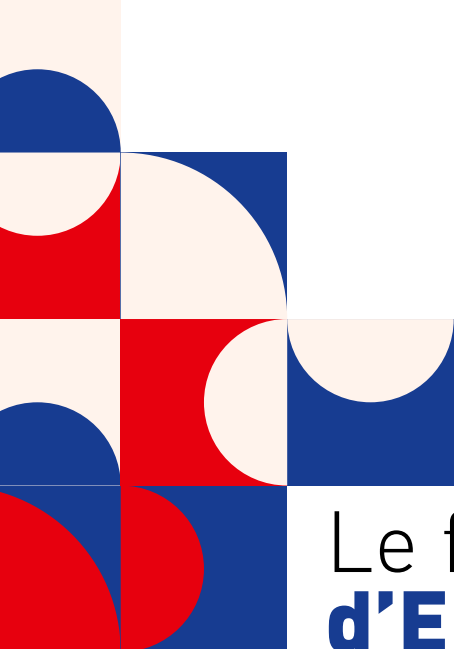
Secrétaires Généraux adjoints



M. Julien BERAUD
Adjoint au Maire de Moissy-Cramayel (77)

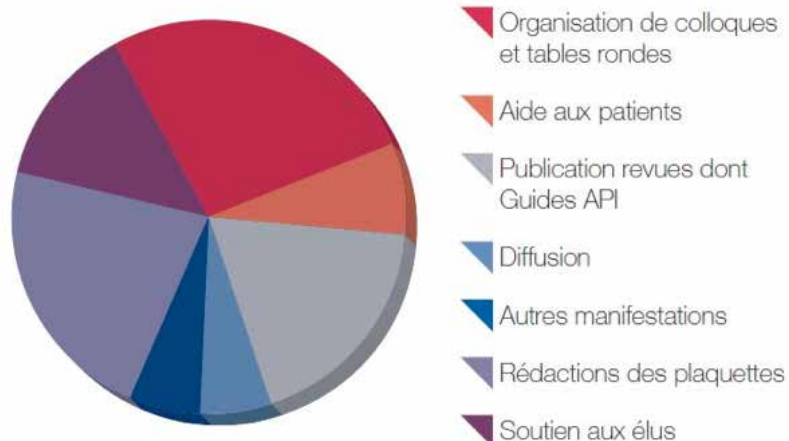


Mme Habiba BIGDADE
Ancienne élue de Nanterre (92)



Le financement d'ELCS

À QUOI SERT NOTRE FINANCEMENT ?



Principaux partenaires financiers

